

Préface

Ce beau livre ne mérite guère d'être présenté tellement il se suffit à lui-même. Il relate l'histoire des grèves ouvrières à Paris et dans le Nord durant l'entre-deux-guerres ; il décrit aussi les manifestations de xénophobie, de racisme et d'antisémitisme auxquelles furent confrontés les partis politiques de gauche et les syndicats ouvriers durant cette période. Si j'ai accepté d'écrire ces quelques lignes, c'est par amitié et estime pour Maria Grazia Meriggi. Je tiens à souligner d'emblée les trois grandes qualités de cet ouvrage : sa richesse informative, son caractère novateur et enfin son actualité. Pour écrire ce livre, l'auteure a consulté de très nombreuses archives émanant des organisations ouvrières et notamment le fonds sur la CGTU et la MOI, longtemps conservé à Moscou et particulièrement riche. Mais Maria Grazia Meriggi a eu également accès aux sources de l'autre « camp », celles de la Préfecture de police ainsi que celles des ministères des Affaires étrangères belge et français ; enfin, elle a dépouillé avec attention la presse syndicale. Cette riche documentation explique l'ampleur de la recherche traitée dans cet ouvrage et la somme d'informations inédites qu'il nous livre.

Le premier apport de ce livre consiste dans son étude détaillée des grèves et des mouvements sociaux à Paris, en région parisienne et dans le Nord, particulièrement durant les années 1920 mais aussi dans la décennie suivante. Ces grèves ont été trop longtemps « éclipsées » par les deux grandes vagues de mou-

vements sociaux entre lesquelles elles se sont en quelque sorte intercalées. Tout d'abord, celle survenue durant les années 1919-1920, notamment chez les cheminots ; ensuite, les grèves ayant eu lieu depuis le début la décennie 1930 qui culminent évidemment avec le Front populaire. L'histoire du syndicalisme français s'organise largement, on le sait, autour des six grandes vagues de grèves qui ont eu lieu en 1906, 1919-1920, 1936, 1947-1908, 1968 et 1995. Ces mouvements sociaux sont restés et restent encore très présents dans la mémoire collective des syndicalistes français, d'abord ceux de la CGT et de FO. Mais ces dates ne doivent point occulter pourtant une réalité plus diverse et plus complexe. Ainsi, s'il est vrai que la seconde moitié de la décennie 1920 voit une certaine accalmie des luttes sociales, il n'en n'est pas de même dans les années précédentes. Le grand mouvement social de 1919-1920 ne doit pas faire oublier que des grèves, parfois très dures, se produisent peu après, et c'est ce que nous apprend Maria Grazia Meriggi. Sa démonstration est d'autant plus intéressante que ces grèves sont impulsées en majorité par la CGTU. Or cette organisation attend encore son historien : si l'action de cette Confédération est connue dans certaines professions et dans certaines régions, telles que les électriciens-gaziers du Havre, ce n'est pas le cas pour Paris et la région parisienne. Dans un ordre d'idées assez proches, les « grandes » grèves de mai-juin 1936 ont été minutieusement étudiées mais infiniment moins celles, plus modestes, qui les ont précédées et qui les ont suivies.

Ce livre est également très original par sa démonstration du caractère parfois international de ces grèves. Cette dimension essentielle apparaît à deux reprises. Tout d'abord en 1929-1930 où la CGTU anime des grèves pour s'opposer aux Assurances sociales, alors à leurs débuts. Ce mouvement social a été partiellement étudié en France, mais nous ne savions que bien peu de choses sur ses liens avec la Belgique et en particulier sur les craintes qu'il suscite chez les autorités de ce pays. Ces grèves s'y terminent rapidement pour deux raisons. La première est la question de la « prime de fidélité » au sujet de laquelle Belges

et Français ont une attitude différente qui s'explique par l'existence de deux systèmes de protection sociale fort dissemblables entre les deux pays. La CGTU impulse ces grèves parce qu'elle s'oppose aux Assurances sociales dans lesquelles elle voit à tort – mais il est facile à l'historien de le dire huit décennies plus tard – une loi « fasciste » contre les travailleurs ; les unitaires changeront d'avis sur ce point, fort discrètement d'ailleurs, mais pas avant 1937. La seconde raison repose sur la physionomie très différente des syndicalismes belge et français. Alors que le premier associe depuis les années 1880 gestion du social et luttes revendicatives, la CGT met essentiellement l'accent sur les revendications jusqu'à la Grande Guerre. En revanche, elle se préoccupe fort peu du « social », notamment des questions de santé, et va même jusqu'à dénoncer en 1910 la loi sur les Retraites ouvrières et paysannes comme une escroquerie. Une telle attitude laisse bien des traces à la CGTU jusqu'au Front populaire. De plus, les syndicats catholiques sont puissants en Belgique alors qu'en France, la CFTC, constituée en 1919, est à peine une organisation nationale une décennie plus tard. Le scénario d'une possible « contamination » gréviste de la Belgique par la France se reproduit en 1936 où la vague de grèves que connaît l'Hexagone se diffuse chez son voisin, notamment dans le port d'Anvers, ce qui suscite à nouveau les craintes des autorités. Nous découvrons ainsi combien les mouvements sociaux de ces deux pays ont parfois été liés.

Maria Grazia Meriggi nous apporte également une masse imposante d'informations sur l'ensemble des sections « ethniques » de la MOI. Elles sont au nombre d'une douzaine. On connaissait certains éléments de leur histoire en ce qui concerne les Espagnols, les Italiens et les Juifs, essentiellement polonais. Mais on ne savait que peu de choses sur les autres sections, notamment roumaine, russe et yougoslave : on voit mieux maintenant quelle est leur implantation, leur influence, leurs outils de propagande. La victoire du Front populaire semble inaugurer pour tous ces immigrés une séquence plus favorable. Mais, il faut toujours le rappeler, le gouvernement de Léon Blum est

bref et se heurte immédiatement à de grandes difficultés. Après les quelques semaines enthousiasmantes de l'été 1936, le Front populaire n'a ni le temps ni les moyens de réaliser toutes ses promesses. À cela plusieurs raisons. L'environnement politique international ne cesse de se dégrader. La guerre d'Espagne commence en juillet 1936 et Hitler envahit l'Autriche en mars 1938, six mois avant les accords de Munich. Tout cela se situe dans un contexte économique qui ne s'améliore que très lentement depuis les débuts de la crise en France, en 1931.

Cette date ne précède que de peu l'arrivée de Hitler au pouvoir et les débuts de sa politique répressive, sans cesse accrue, contre l'ensemble des opposants politiques. Entreprise depuis 1933, l'élimination des Juifs est menée avec méthode. En France, le retournement de la conjoncture économique a favorisé depuis deux ans la progression du racisme et de la xénophobie contre les travailleurs étrangers, accusés de prendre l'emploi des travailleurs français. C'est dans ce contexte que l'arrivée de nombreux réfugiés allemands suscite une aggravation de la xénophobie et de l'antisémitisme des organisations d'extrême droite ; et ce en dépit de l'action d'une multitude d'associations ainsi que de quelques efforts gouvernementaux. Mais l'antisémitisme contamine également une partie de la gauche. Après la période de basses eaux antisémites des années 1920, ce courant réapparaît à gauche dans la décennie suivante. À la crise économique qui entraîne une montée du racisme et de la xénophobie s'ajoutent les « arguments » énoncés par les *Protocoles des sages de Sion*. Ces deux facteurs conjugués avec un pacifisme ambiant extrêmement répandu dans la société entraînent la diffusion d'une image nouvelle du Juif qui est maintenant dénoncé comme un fauteur de guerre contre Hitler. Dans cette vision, défendue également par l'extrême droite, le Juif est censé tirer les ficelles des affaires du monde, comme le montre très bien Maria Grazia Meriggi.

Au terme de ce livre sont esquissées quelques pistes de comparaison entre la réalité de l'entre-deux-guerres et celle que nous vivons actuellement. Les deux situations sont évidemment très

différentes mais Maria Grazia Meriggi a raison de noter que dans sa défense de la xénophobie et de la « préférence nationale », le Front national utilise des mots bien proches de ceux employés par les Jaunes avant la Grande Guerre. Il n'est pas le seul, comme le montre la poussée des partis populistes xénophobes et parfois proches de l'antisémitisme, dans de nombreux pays européens, tels que la Ligue du Nord en Italie. Les manifestations de xénophobie mais aussi de fraternité, susceptibles d'influencer les actions collectives menées au sein du monde du travail et qui ne restent pas sans influence sur le marché du travail, ont donc une actualité qui se pose aux historiens comme aux citoyens. Notre pays cumule en effet aujourd'hui les records de chômage, de pauvreté et de populations marginalisées. À l'heure actuelle, il compte 3,5 millions de chômeurs; de plus quelque 8,5 millions de personnes vivent dans la grande pauvreté. Comme ce fut le cas dans les années 1930, la crise est particulièrement dure pour les immigrés ainsi que les femmes et les jeunes. C'est dire combien cette étude historique est d'une grande actualité. C'est pourquoi il faut féliciter Maria Grazia Meriggi de l'avoir écrite et la remercier pour tout ce qu'elle nous apprend.

Michel Dreyfus
Directeur de recherches émérite au CNRS
(Université de Paris 1)